



MED-Amin: Agricultural Market Information Network

Septième réunion annuelle (en ligne), 25 & 26 novembre 2020

Conclusions

Introduction

Le Réseau méditerranéen d'information sur les marchés agricoles (MED-Amin) s'est réuni pour la septième fois les 25 et 26 novembre 2020, en ligne, conformément aux règles sanitaires liées à la pandémie de covid-19.

Cette rencontre fait suite à celles de Paris (janvier 2014), Izmir (novembre 2014), Rome (octobre 2015), Tunis (décembre 2016), La Valette (janvier 2018) et Meknès (janvier 2019). Cet évènement a continué à renforcer l'initiative MED-Amin, qui vise à favoriser la coopération et à faciliter le partage d'expériences entre les systèmes d'information nationaux sur les marchés agricoles.

Le secrétaire général du CIHEAM, **M. Placido Plaza**, a lancé la réunion en rappelant «la fragilité de la région méditerranéenne en termes de sécurité alimentaire. L'impact brutal du covid-19 nous rappelle l'importance de **construire des mécanismes de coopération et de développement**, comme MED-Amin ».

Après la sixième réunion qui a donné la parole au secteur privé, cette édition a rassemblé 45 personnes issues des partenaires MED-Amin et des experts des marchés céréaliers. Une table ronde de cinq experts était à l'honneur pour évoquer les défis à venir des filières céréalières dans la région méditerranéenne. Une **collaboration plus poussée avec le secteur privé** à propos du suivi des marchés agricoles, y compris des prévisions de l'offre et de la demande, constitue une opportunité considérable pour de nombreux pays afin d'améliorer la transparence et le partage d'informations et enfin la sécurité alimentaire, a souligné dans son intervention introductive **Mme Lauresha Grezda**, MED-Amin Focal Point pour l'Albanie. **M. David Gasc**, coordinateur MED-Amin, a présenté les principales réalisations du réseau après 5 ans d'activités. Il a souligné en particulier le dialogue renforcé grâce à un réseau dynamique. Le **partage d'informations sur les marchés des céréales s'est amélioré** même si des obstacles subsistent pour obtenir des informations vraiment fiables et consolidées. Le réseau a progressé dans le domaine du suivi des cultures et des capacités d'alerte précoce à travers une collaboration fructueuse avec le Centre commun de recherche de la Commission européenne. Enfin, MED-Amin a fourni des analyses et des études aux décideurs politiques, y compris plus récemment sur **l'impact de Covid-19 sur le secteur des céréales** en Méditerranée.

L'évaluation menée en 2019 a recommandé d'élargir la portée des activités du réseau, ainsi que d'accroître le profil politique de sa gouvernance. Une enquête a été menée pour collecter et mettre à jour les données relatives aux besoins des pays par rapport à MED-Amin (voir ci-après les principaux résultats de cette

enquête). Les experts et les décideurs ont débattu le 25 novembre des défis émergents et récurrents en matière de sécurité alimentaire dans la région méditerranéenne. En complément des résultats de l'enquête, ces analyses permettront d'ouvrir la voie à de nouvelles activités MED-Amin et à des collaborations renforcées.

Session 2: Perspectives des marchés céréaliers

Les perspectives des marchés des céréales dans le monde (**M. Denis Drechsler**, FAO / AMIS) et dans la région méditerranéenne (**M. Arnaud Petit**, Conseil International des Céréales - CIC) ont été présentées, avec les éléments saillants suivants :

1. Les principaux produits agricoles de base restent disponibles avec des **stocks mondiaux confortables**. Les marchés alimentaires mondiaux sont relativement peu affectés par les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 et du net ralentissement économique mondial qui s'en suit. **Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont fait preuve d'un degré élevé de résilience**.
2. Cependant, le marché mondial des produits alimentaires est **de plus en plus contrôlé par la demande, et de plus en plus volatil**. La production internationale augmente mais les pays exportateurs n'ont pas de stocks supplémentaires à vendre.
3. Les **aspects géopolitiques devraient être davantage pris en compte dans l'analyse des marchés alimentaires**. Par exemple (1) des révisions sur le marché chinois où les stocks de maïs ou de soja sont largement inconnus ou peu clairs, ont conduit à des achats massifs répétés bien supérieurs aux attentes internationales, ce qui resserre actuellement les marchés mondiaux. Par exemple, les 2/3 du soja disponible sur le marché international sont achetés par la Chine. Un suivi plus étroit du marché chinois, dont la part dans le commerce des matières premières agricoles est prédominante, serait un grand saut qualitatif **pour réduire les incertitudes du marché**. Parmi les quatre produits surveillés par AMIS, le bilan du soja est le plus contraint et tendu. (2) les restrictions commerciales prises par l'Argentine, où les taxes à l'exportation du maïs ont réduit la compétitivité de cette origine sur le marché international; (3) La Russie et l'Ukraine, où les quotas d'exportation du blé pendant les pandémies et la dévaluation de la monnaie ont conduit à des prix non compétitifs à ce jour.
4. Si les prévisions à moyen terme indiquent une tendance baissière pour les principaux produits agricoles, la crise pandémique actuelle s'est accompagnée ces derniers mois d'une **augmentation sensible des prix du blé, du soja et du maïs, en raison d'une demande ferme de produits alimentaires de base**. Bien que loin d'avoir atteint les niveaux les plus élevés de la crise alimentaire de 2007 et 2008, cette hausse significative des prix rappelle la fragilité des marchés mondiaux et la vulnérabilité de certaines régions.
5. Il y a **des incertitudes et des problèmes de sécurité alimentaire croissants**, en particulier dans les pays à faible revenu, souvent déjà affectés par les changements climatiques. Le problème n'est pas tant l'offre aux niveaux international / national, mais les **difficultés croissantes d'accès à la nourriture pour les ménages à faible revenu** - avec un pouvoir d'achat limité - durement touchés par la crise Covid.
6. La Méditerranée est l'une des régions les plus vulnérables à la volatilité des prix, les pays de la rive sud concentrant 30% des importations mondiales de blé, ce qui fait de **la région du Moyen-Orient**

et de l'Afrique du Nord la plus dépendante des importations dans le monde (près de 60 Mt importées / an). Les importations continuent d'augmenter. Les variations de devises ont également eu un fort impact sur les coûts d'importation et la qualité des approvisionnements en céréales ces dernières années (par exemple en Algérie).

7. **L'augmentation de la consommation des pays méditerranéens, tirée par une démographie dynamique, dépasse les capacités de production** de ces régions, en particulier pour le blé et le maïs. L'amélioration des rendements est souvent limitée par les limites physiques (climat, relief...). La consommation de blé meunier par habitant est stable autour de 100 kg / hab.
8. Le **marché méditerranéen** n'est plus régional (Nord-Sud) mais **de plus en plus international** avec des approvisionnements importants en provenance de la mer Noire (Russie, Ukraine), d'Amérique du Sud (par exemple l'Argentine) et des pays baltes ces dernières années. Les récentes restrictions commerciales des pays voisins de la mer Noire et de l'Eurasie ont incité les importateurs méditerranéens à rechercher d'autres origines pour leurs approvisionnements.
9. Le marché méditerranéen, bien qu'important en proportion du commerce international, est **trop segmenté pour être visible** et ne peut donc pas être efficacement ciblé par les pays exportateurs. Une **coordination plus poussée** des cahiers des charges des appels d'offre **pourrait améliorer la visibilité et l'accès / l'efficacité du marché des pays méditerranéens**, qui seraient alors considérés comme un marché plus homogène.
10. Le **marché des aliments pour animaux est de plus en plus important** dans plusieurs pays méditerranéens, en raison de l'expansion de l'aviculture et de l'aquaculture fortement dépendants des importations d'aliments. On observe un glissement de la demande d'orge vers celle du maïs pour l'alimentation animale. Les importations en maïs de l'Afrique du Nord ont augmenté, et cela devrait se poursuivre, mais les achats pour 2020/21 devraient être plafonnés par une production plus importante en Égypte (le seul producteur important de la région). Tout le monde a les yeux rivés sur l'offre américaine (et le Brésil pour la seconde moitié de 2020/21 NMY) parce que l'Argentine et l'Ukraine prévoient une production plus réduite que prévu. Face à une augmentation des besoins alimentaires, les acteurs privés peuvent reconsidérer leurs choix entre la meunerie et l'alimentation animale. Au Maroc, une augmentation de la production de volaille a provoqué une augmentation de la demande en céréales locales.
11. Tout comme le maïs, la demande pour l'alimentation animale est un moteur clé du marché de l'orge. Le marché de l'orge devient un marché moins mondial, avec des approvisionnements plus locaux. Les échanges commerciaux devraient se contracter de 2% vs 2019.
12. Les **évolutions de modalités de transport vers des navires plus grands impliquent des changements dans les installations logistiques tout au long de la chaîne de valeur**, y compris les zones et les modalités de déchargement, le stockage, les connexions port à rail, etc.
13. Une attention accrue doit être accordée aux marchés non céréaliers, notamment les **légumineuses** qui représentent 16 Mt de commerce international annuel et ont un **potentiel non négligeable pour la sécurité alimentaire dans la région méditerranéenne**.

Session 3 – Table-ronde: « les nouveaux défis pour la Méditerranée en lien avec les marchés céréaliers »

La table ronde animée par **Mme Elen Lemaître-Curri**, directrice adjointe du CIHEAM-IAMM, a partagé les vues d'experts sur :

- Évolution récente des marchés céréaliers dans les pays du CIHEAM et dans la région méditerranéenne dans son ensemble, et goulots d'étranglement affectant la sécurité alimentaire;
- Stratégies en place ou envisagées pour garantir un approvisionnement en céréales de qualité et accessible;
- Obstacles et contraintes majeurs entravant une bonne connaissance des marchés céréaliers en Méditerranée ou dans des pays spécifiques, et la manière dont MED-Amin peut contribuer à surmonter ces obstacles.

M. Shaban Salem, Directeur du secteur des affaires économiques agricoles, Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres en Égypte, a mis l'accent sur les objectifs et les actions stratégiques et importants à mettre en œuvre pour la sécurité alimentaire en Égypte :

- Accroître les surfaces cultivées. Les nouvelles surfaces seront consacrées à la culture du blé, du maïs et de l'orge, dans le but de réduire la dépendance à l'égard des importations, et de couvrir 50% des besoins nationaux en blé et maïs.
- Maximiser l'utilisation des sous-produits, en particulier du maïs et du riz, pour le secteur de l'alimentation animale.
- Diversifier la consommation, pour améliorer la nutrition et réduire la dépendance au blé importé.
- Réduire les écarts de rendement entre les essais de recherche et la production dans les extensions et les exploitations agricoles.
- **Réduire les pertes dans la chaîne de valeur en particulier pour le maïs et le riz.** Des progrès pourraient être réalisés dans le stockage et la transformation des céréales autres que le blé, car le gouvernement n'intervient que dans le stockage du blé (qui couvre actuellement 3 mois de consommation, avec un plan de développement à la suite de la pandémie).
- Investir dans le secteur de l'alimentation animale : avec une **croissance rapide des secteurs de la volaille et de l'aquaculture, l'Égypte a besoin de quantités croissantes d'aliments avec des opportunités d'investissement privé** encore à concrétiser.

Grâce à des analyses ciblées, MED-Amin pourrait contribuer à ces objectifs de diversification de la consommation, de réduction des pertes dans la chaîne de valeur, de transformation croissante et de production domestique d'aliments pour les animaux.

M. Farouk Aoun Seghir, Directeur du commerce extérieur de l'OAIC (Office Algérien Interprofessionnel des Céréales), a souligné les enjeux les plus déterminants pour l'Algérie et plus généralement la région méditerranéenne:

14. L'Algérie est un importateur majeur de blé tendre, de blé dur et d'orge sur les marchés mondiaux. Garantir ses approvisionnements, c'est **être constamment à l'affût de nouvelles opportunités et prêt à s'adapter pour alléger la dépendance** vis-à-vis de sources dont la disponibilité et les conditions peuvent évoluer rapidement.

15. L'Algérie a donc dû **revoir son cahier des charges (sur les aspects qualitatifs) du blé importé pour s'ouvrir au marché de la Mer Noire** en 2020/21. L'Algérie s'est également intéressée au blé argentin, bien que sa compétitivité ait été remise en question par une récente taxe à l'exportation du gouvernement argentin destinée à protéger la consommation intérieure.
16. Pour accéder aux informations et aux partenariats pertinents, l'OAIC participe aux forums du CIC et à des événements internationaux tels que TrigAR organisés par l'Argentine pour **promouvoir la coopération entre les pays producteurs et importateurs de blé**. Tous les grands pays importateurs de la Méditerranée étaient présents à TrigAR 2019, ce qui est important pour **considérer la région comme un marché d'intérêt**.
17. Cette année, face aux prix élevés du blé russe, ukrainien et argentin, l'Algérie a choisi de s'approvisionner de nouveau dans les pays baltes qui ont eu un important excédent exportable.
18. « Trop d'informations tue l'information ». Lorsqu'il y a trop d'informations, celles qui sont pertinentes peuvent nous échapper. Entre les deux derniers rapports de l'USDA Wasde, des quantités importantes ont été révisées (à la hausse dans le cas des importations chinoises), ce qui a eu des effets directs sur les prix internationaux. Ce genre d'information « critique » devrait être mis davantage en évidence.
19. Le réseau MED-Amin pourrait être un soutien précieux dans ce contexte. Ainsi, la flambée des prix du maïs (et par implication du blé tendre), liée à des importations chinoises beaucoup plus élevées que prévu, **montre à quel point les informations (par exemple sur les volumes et les prix) sont essentielles. Livrées à temps et avec des données fiables**, ces informations donnent des outils pour anticiper l'évolution des grands marchés céréaliers. Elles doivent **couvrir les principaux fondamentaux : aléas agro-météorologiques, surfaces, rendements, etc., mais aussi enjeux géopolitiques pour signaler des anomalies, des changements**. MED-Amin pourrait apporter ce type de lumière et, espérons-le, renforcer la coopération entre tous les pays de la Méditerranée et au-delà, à travers des partenariats gagnant-gagnant. Des **rencontres avec les grands pays exportateurs** seraient également bénéfiques pour des pays comme l'Algérie, comme c'est actuellement le cas avec la France (via France Export Céréales) et les Etats-Unis (FDA).

M. Gunhan Ulusoy, Président de la Fédération turque des industriels de la farine et de l'Association internationale des opérateurs en minoterie - Eurasie, a souligné les points saillants du secteur meunier :

20. La production turque de blé reste soutenue (environ 20 Mt par an), aidée par une augmentation des rendements qui compense la diminution de la superficie. Cependant, **les importations de blé ont augmenté rapidement, suite à l'augmentation des exportations de produits transformés à base de blé**. La Turquie est actuellement le deuxième exportateur de pâtes au monde après l'Italie, le premier de farine. La Turquie a une très grande capacité de mouture, ce qui permettrait de transformer l'équivalent du volume total de farine commercialisée chaque année dans le Monde!
21. Le marché international de la farine ne représente que 15 Mt de commerce par an et est très limité par rapport au marché international du blé de 185 Mt. La farine a une durée de conservation beaucoup plus courte. Cependant, le **marché de la farine est particulièrement important car il peut jouer un rôle « tampon »** pour desservir les pays où des perturbations politiques majeures ont affecté l'industrie de la minoterie ou bien où l'accès au blé est insuffisant (pénuries temporaires).
22. Par rapport au commerce de blé grain, le sous-produit de **la farine offre une plus grande flexibilité**

à la chaîne d'approvisionnement alimentaire, en particulier lorsque la demande / les besoins de consommation ne sont pas importants. En effet, la farine peut être expédiée par conteneurs pouvant transporter même une très petite quantité de farine, à partir de 24 tonnes. Par exemple, pour importer du blé, un minimum de 5 000 tonnes doit être commandé pour le marché méditerranéen originaire de la mer Noire ou de l'UE, 25 000 tonnes minimum pour les navires d'origine américaine ou australienne.

23. **La demande des consommateurs évolue rapidement** en Turquie, avec des exigences croissantes en matière de traçabilité, de qualité et de produits en agriculture biologique. Ces évolutions interpellent les secteurs de la minoterie et ont conduit à des restructurations, y compris le développement de chaînes de valeur B to C à la place des traditionnelles relations B to B.
24. La situation actuelle de Covid rappelle au gouvernement les problèmes de sécurité alimentaire. Malgré l'absence de pénurie de production, **la pandémie de Covid a déclenché un cercle vicieux**, les pays exportateurs protégeant leur production nationale en limitant les exportations, conduisant en réaction aux achats de précaution pour constituer des stocks dans les pays importateurs, augmentant ainsi la protection des pays exportateurs, etc. **Dialogue entre les pays exportateurs et importateurs pourraient contribuer à apaiser le marché**, en particulier lorsqu'aucune pénurie n'est envisagée. MED-Amin pourrait y contribuer.

M. Dmitry Prikhodko, économiste senior, Division du centre d'investissement de la FAO, a présenté les moyens d'améliorer la sécurité alimentaire grâce à l'efficacité et à la transparence des marchés en Afrique du Nord, à travers le cas de l'Égypte.

25. Les céréales sont essentielles pour la sécurité alimentaire en Afrique du Nord (2/3 de l'apport calorique quotidien en Égypte). Les **importations** ont augmenté (l'Égypte est le 1er importateur mondial de blé) et **augmenteront davantage dans les années à venir**, en particulier pour le **blé (+35% attendu en 2029)** et le **maïs (+22% en 2029)**, non seulement en raison de la **hausse de la consommation humaine mais aussi des opportunités pour l'alimentation animale et à l'export** (en 2019, l'Égypte est devenue le 4 premier exportateur de farine, exportant notamment en Afrique subsaharienne). Des efforts et des **investissements continus dans les industries de transformation seraient un moyen d'augmenter la valeur ajoutée nationale**.
26. Les récentes conclusions des travaux de la FAO et de la BERD indiquent que les exportateurs surfacturent le GASC (l'office public en charge des approvisionnements agricoles en Egypte) d'au moins 3,2 USD/t en raison du retard de paiement de 180 jours, car ils surcompensent le coût du financement. **Payer les exportateurs sans délai** permettrait au GASC d'économiser au moins environ 15 millions de dollars par an. Risques / rejets phytosanitaires : si les traders apprennent un rejet 3 semaines avant la date de l'appel d'offres, ils ont tendance à augmenter les prix de 2,2 USD/t (1,2% de l'offre moyenne en 2018, et correspond à un coût annuel d'environ 14 millions USD). **Planification des offres et des approvisionnements : des intervalles plus réguliers entre les offres éviteraient l'urgence de la livraison et réduiraient le coût pour le pays**. L'acheteur paie environ 0,15 USD/t de plus pour raccourcir le délai de livraison d'un jour. Une teneur en protéines supérieure à 12% conduit également à une sur côte de 8,9 USD/t. **Une teneur en protéines légèrement inférieure entraînerait des volumes d'importation plus élevés à un prix inférieur sans diminution majeure de la qualité du pain** (jusqu'à 60 millions de dollars d'économies par an).
27. Il y a un manque de transparence dans la publication des données de production (superficies et rendements), ainsi que des données de consommation et de stocks. **Le manque de données sur le marché est un problème pour les meuniers nationaux et les exportateurs internationaux** car il

empêche la planification à long terme. Lorsqu'il existe des données, elles sont souvent obsolètes, incohérentes et / ou de mauvaise qualité. **Le manque de transparence du marché et l'absence de données de marché fiables est une source de méfiance parmi les acteurs de la chaîne de valeur et les partenaires institutionnels internationaux.**

28. Il est **nécessaire d'améliorer la transparence des données**, en particulier en ce qui concerne les points suivants: i) Être le premier à publier les données et les prévisions sur la production et les marchés nationaux de blé; (ii) Mettre en œuvre des enquêtes pour mesurer les stocks réels et le niveau de consommation (iii) Publier des informations sur le fonctionnement des programmes de soutien de l'État, comme le programme du pain *baladi*, et toute évolution les concernant.
29. Il existe également de nombreuses possibilités **d'amélioration de la participation active de l'Égypte dans le dialogue avec AMIS et MED-Amin**. MED-Amin pourrait contribuer à diffuser des données fiables sur les stocks et la consommation.
30. MED-Amin pourrait **passer de l'analyse de marché seule à l'aide à la décision politique**. En particulier, MED-Amin pourrait jouer un rôle utile, en comparant et en analysant les politiques - y compris les politiques commerciales et alimentaires - ayant un impact sur la nutrition, pour favoriser la diversification vers une alimentation plus équilibrée et réduire la prévalence de l'obésité dans les pays méditerranéens, en augmentant la consommation de fruits, de légumes, de protéines...

M. Arnaud Petit, Directeur du Conseil international des Céréales (CIC), a souligné dans son intervention :

31. L'un des principaux défis est de surveiller et d'anticiper les marchés. Les principaux pays producteurs de céréales ont **développé des systèmes de prévision très sophistiqués** qui vont au-delà de MARS, en prenant l'exemple de systèmes opérant en Amérique du Sud. La région méditerranéenne, qui sera fortement impactée par le changement climatique, mérite de développer des outils plus intégrés et efficaces.
32. La connaissance fine de l'offre et de la demande au niveau national, grâce à des bilans détaillés, et au niveau mondial, comprenant les acteurs clé du marché, est également essentielle.
33. Le troisième défi est de **continuer à améliorer et à investir dans la modernisation des capacités logistiques (infrastructures et organisation)**. Le cadre du fret évolue, avec un nombre croissant de grands navires qui nécessitent des infrastructures spécifiques dans les ports. Les opérateurs et commerçants exigent une interconnectivité et une intermodalité plus efficaces et plus fluides (transfert du port aux trains), même là où des améliorations sont visibles, par exemple en Algérie, en Égypte et au Maroc.
34. La région n'est pas visible sur le marché mondial, à l'exception de l'Algérie et de l'Égypte. **Une coopération et une coordination accrues seraient utiles pour accroître la visibilité et la pertinence de la Méditerranée sur le marché mondial**. Par exemple, l'établissement de critères harmonisés dans les pays du sud de la Méditerranée pour les marchés publics de céréales serait bénéfique.
35. **MED-Amin pourrait contribuer à partager des informations plus précises sur les stocks, ainsi que sur les facteurs géopolitiques**. Le réseau pourrait contribuer à renforcer les capacités locales. Il pourrait produire un tableau de bord céréalier pour la zone méditerranéenne, comprenant les prix, les devises, les frais de transport, le commerce, etc. Le tableau de bord devrait être un outil efficace de suivi et d'anticipation du marché. Enfin, MED-Amin pourrait aider les pays à développer des outils pour les politiques alimentaires ciblant les ménages les plus vulnérables.

Session 4.1: Prévisions de récolte : une activité phare de MED-Amin

La deuxième demi-journée a débuté par la présentation des résultats de l'exercice de prévision des récoltes 2020 (**M. Giacinto Manfron** - CCR MARS et **M. David Gasc** - CIHEAM-IAMM). Au-delà des trois bulletins partagés avec le réseau, plusieurs éléments de discussion ont été évoqués.

Tous les points focaux ont reconnu que l'exercice a atteint une certaine maturité, avec une participation accrue depuis sa création en 2017. La valeur ajoutée des prévisions s'est améliorée depuis le dernier exercice 2019 grâce à :

- La **base de données de statistiques de référence** (de 2015 à 2019 données de superficie, de rendement et de production au niveau sub-national, environ 200 régions répertoriées) utilisée pour agréger les évaluations qualitatives de conditions de récolte de l'échelle régionale à nationale en utilisant les moyennes pondérées de la production nationale, et pour identifier les régions contribuant au moins à 90% de la production agricole nationale;
- La **capacité d'identifier les anomalies et de les suivre** jusqu'à la récolte grâce à l'élaboration de trois bulletins utilisant les conditions de récolte à fin mars, fin avril et mi-juin 2020, publiés début avril, fin mai et fin juin 2020 respectivement. Ce suivi a été particulièrement pertinent lors de cette campagne qui a connu des bascules par exemple en France et en Espagne, ainsi que pour déterminer avec plus de précision les conditions de culture tout au long du développement des cultures jusqu'à leur maturité;
- La **pertinence et le format prêt-à-l'emploi des trois bulletins**, permettant le partage d'informations plus informatives et synthétiques, indiquant à la fois une cartographie des conditions de culture et du «potentiel» de rendement, les perspectives des conditions de culture au niveau national et au niveau MED-Amin (Méditerranée). Les perspectives régionales et nationales des conditions des cultures sont d'un grand intérêt pour toutes les administrations nationales;
- Des **observations accrues du terrain**. Les échanges et les retours d'expérience du terrain vers les points focaux ont été plus fluides et plus cohérents que lors des exercices précédents, bien que très perfectibles. Cela a permis d'améliorer la qualité des données collectées pour élaborer les bulletins et de progresser vers une analyse en temps réel des conditions des cultures dans les zones ciblées.

Des améliorations supplémentaires sont nécessaires pour progresser vers un système d'alerte précoce dans la région méditerranéenne. Parmi eux, nous avons discuté et convenu de :

- la nécessité d'améliorer les retours d'expérience sur le terrain en termes de qualité et de rapidité de fourniture des données (au plus proche du temps réel), ce qui nécessite encore plus de fluidité et de confiance dans le partage d'informations entre les points focaux et leurs experts locaux ainsi qu'entre le Secrétariat et les points focaux. Une plus grande inclusion de la hiérarchie des établissements partenaires dans l'évaluation ou la diffusion des conditions de culture (par exemple en Égypte) pourrait faciliter l'accès aux données.
- L'extension du périmètre de la prévision, y compris avec une évaluation quantitative
- Une promotion plus large des résultats des perspectives.

Commentaires: **Mme Faten Raad** (LB) a confirmé l'intérêt de cet exercice et de sa provision d'informations pertinentes sur les conditions des cultures dans les pays voisins. Elle a demandé un accès plus facile aux bulletins. Dans le cas du Liban, il n'est pas possible de raccourcir l'accès aux observations de terrain car le

retour d'expérience du terrain provient de contacts locaux qui sont des agriculteurs, et ces derniers ne connaissent pas la méthodologie de l'exercice, nécessitant ainsi un traitement exclusif au niveau national. **Mme Dalia Yassin** (EG) a suggéré d'adresser officiellement les documents d'analyse au Secteur des affaires économiques agricoles du Ministère de l'agriculture et de la valorisation des terres¹ pour faciliter l'accès aux données. En outre, le renforcement des capacités des équipes chargées du suivi des cultures au sein du Secteur des affaires économiques agricoles pourrait faciliter le partage des données pertinentes avec le Secrétariat. **M. Bergeret** (CIHEAM-IAMM) a suggéré de fusionner les données sur les avancées de cultures et celles sur la prévision de récolte car contribuant au même processus de prévision de production des cultures d'hiver. En ce sens, il y aurait 4 temps de suivi : implantation (évaluée lors du relevé de l'automne sur l'avancée de cultures), développement végétatif (1er ciblage), floraison (2e ciblage) et maturation (3e et dernier ciblage).

Echéancier (calendrier indicatif):

- **Février-mars 2021:** le partenariat entre le CIHEAM et le CCR se poursuit et la base de données des statistiques de référence est mise à jour;
- **Mars 2021:**
 - Début mars : 1er préciblage des zones à anomalies potentielles (ZP) dans chaque pays en fonction des conditions de culture au 28 février, et intégration dans les documents d'analyse (CIHEAM / CCR), partagés avec les points focaux (CIHEAM);
 - Fin mars : Analyse par les points focaux et experts de terrain (NB : il a été décidé de renforcer la coopération et l'échange d'informations entre les niveaux national et local) et retour d'information au Secrétariat MED-Amin (Points focaux). Consolidation et publication du Bulletin #1 si possible durant la troisième semaine de mars;
- **Mai 2021:**
 - Début mai : 2ème préciblage des zones à anomalies potentielles (ZP) dans chaque pays en fonction des conditions de culture au 30 avril, et intégration dans les documents d'analyse (CIHEAM / CCR), partagés avec les points focaux (CIHEAM);
 - Fin mai : analyse par les points focaux et experts de terrain et retour d'information au Secrétariat MED-Amin (points focaux). Consolidation et publication du Bulletin #2 si possible pendant la troisième semaine de mai;
- **Juin 2021:**
 - Mi-juin : 3ème préciblage des zones à anomalies potentielles (ZP) dans chaque pays en fonction des conditions de culture au 15 juin, et intégration dans un document d'analyse simplifié (CIHEAM / JRC), partagé avec les points focaux (CIHEAM) ;
 - Fin juin : Analyse des points focaux et des experts de terrain et retour d'information au Secrétariat MED-Amin (Points focaux). Consolidation et publication du Bulletin Final (# 3) si possible pendant la troisième semaine de juin;
- **Évaluation et communication** : résultats et évaluation rapportés lors de la réunion MED-Amin suivante. Les bulletins seront largement diffusés, notamment via les réseaux sociaux et les sites Internet MED-Amin et du CIHEAM, plateforme *Research Gate*. Les points focaux sont appelés à promouvoir les résultats de cet exercice dans leur sphère d'influence.

¹ Il a également été demandé de fournir des preuves de la valeur ajoutée MED-Amin afin de faciliter la collaboration du niveau politique aux activités du réseau. Les points focaux pourraient aider à synthétiser les valeurs ajoutées dans leur langue d'origine avec l'aide du Secrétariat.

Sessions 4.2 et 4.3 : Autres activités MED-Amin et perspectives

Les **points saillants des autres activités MED-Amin** ont été donnés par **M. David Gasc** (CIHEAM-IAMM). Malgré des améliorations notables, la collecte de données statistiques pour l'élaboration des bilans céréaliers reste une activité « socle » à poursuivre et à améliorer. Des données historiques sur 11 ans sont disponibles (2008/09 à 2018/19) pour la plupart des 13 pays MED-Amin. Les données relatives à l'année commerciale 2019/20, même provisoires, devraient être déjà connues et partagées car la campagne de commercialisation correspondante s'est terminée au début de la récolte cet été 2020 (cultures d'hiver) et à l'automne 2020 (cultures d'été). Ce n'est pas le cas pour la plupart des pays membres. En 2020, le Secrétariat a invité les pays volontaires à travailler sur les bilans céréaliers prévisionnels. En 2021, le Secrétariat souhaite l'étendre à tous les États membres.

En parallèle, des difficultés subsistent pour collecter et estimer les données sur les utilisations (usage industriel, alimentation humaine, animale), sur les stocks (souvent utilisés comme variable d'ajustement) ou les pertes alimentaires. Alors que la dépendance à l'égard des importations tend à augmenter pour de nombreux pays, en particulier du blé et du maïs pour les pays d'Afrique du Nord, **un meilleur suivi, une meilleure analyse et une meilleure prévision des variables des balances aideraient à anticiper les besoins à court terme et envisager des mesures politiques adéquates**. Les autres activités ont été passées en revue (bulletins d'avancée de cultures, newsletters, activités de communication et rapport sur le covid-19).

La deuxième et dernière partie de la journée a été consacrée à la **discussion sur les perspectives pour MED-Amin à la lumière des réflexions de la table ronde d'experts et des premiers résultats de l'enquête sur les besoins nationaux vs MED-Amin** qui a été réalisée en octobre 2020. **Mme Elen Lemaître-Curri**, directrice adjointe du CIHEAM-IAMM, a commencé par rappeler les principaux résultats de l'évaluation quinquennale du réseau. Des actions ont déjà été mises en œuvre suite aux recommandations de cet audit. En particulier, des personnes ressources stratégiques (RS) ont été identifiées (12/13 pays), le Secrétariat a été consolidé avec l'arrivée d'Elen Lemaître-Curri, détachée par la France pour soutenir MED-Amin entre autres objectifs; et une enquête sur les besoins nationaux par rapport à MED-Amin a été lancée. La feuille de route provisoire pour élaborer collectivement le plan d'action MED-Amin 2021-2022 a été discutée et approuvée :

- Novembre 2020 : pré-analyse des réponses des RS et PF à l'enquête
- 25 novembre 2020 : table ronde d'experts à la réunion MED-Amin #7
- Décembre 2020 – janvier 2021 : entretiens ciblés avec des personnes ressources stratégiques nationales et des experts
- Décembre 2020 – février 2021 : projet de plan d'action MED-Amin 2021-2022
- février-avril 2021 : consultation sur le projet de plan d'action et finalisation
- Printemps 2021 : Adoption du Plan d'action lors de la réunion MED-Amin #8 à Saragosse (Espagne, à confirmer) lors d'une session politique

L'enquête sur les besoins nationaux par rapport à MED-Amin a recueilli des réponses de 12 des 13 pays membres (à l'exception de Malte), généralement fournies conjointement par les Référents stratégiques (RS) et les Points focaux. Parmi les trois groupes de priorités pour la sécurité alimentaire soulignés par les répondants, deux relèvent du périmètre de MED-Amin:

- Sécuriser l'approvisionnement des principales matières premières agricoles : infrastructures et organisation logistiques, fluidité du marché, coordination et contrôle des chaînes de valeur

- Faciliter l'accès des consommateurs à la nourriture; nourriture de qualité pour tous.

Un **besoin partagé de renforcer les capacités des pays à faire des prévisions, à anticiper les changements et les crises, et à jeter les bases d'un système d'alerte précoce a été clairement noté** dans la plupart des réponses, que ce soit par le renforcement des capacités, des études ou des partenariats. Les activités actuelles telles que l'élaboration de bilans de l'offre et de la demande en céréales et les prévisions de récolte devraient être consolidées et améliorées pour ouvrir la voie à un système d'alerte précoce en Méditerranée.

En matière de renforcement des capacités, MED-Amin a l'expérience d'avoir dispensé en 2016 et 2017 des formations en Tunisie et en Algérie, en collaboration avec FAO-AMIS. Des sessions de formation supplémentaires pourraient être organisées en partenariat avec les administrations nationales, leurs équipes de suivi de culture et de statistique et leurs partenaires. Ces formations doivent se concentrer sur la manière de collecter des données clés et d'élaborer des bilans céréaliers et sur la manière de faire des prévisions et de constituer des bilans prévisionnels. Si des ressources adéquates peuvent être mobilisées, les formations pourraient englober des équipes opérationnelles régionales / locales en plus des équipes nationales. Il serait également intéressant d'élargir la portée du système d'information sur les marchés, y compris sur les stocks, la consommation et les aspects géopolitiques. **M. Marc Zribi** s'est déclaré prêt à partager, avec les pays membres du réseau, l'expérience de FranceAgriMer en matière de collaboration entre départements du Ministère et interprofessionnelle avec le secteur privé à propos du suivi et de la prévision de l'offre et de la demande. La possibilité d'accéder en ligne aux modules de formation professionnelle du CIHEAM en lien avec les objectifs de MED-Amin a été évoquée par **Mme Nechaat Jaziri** (TN). Une demande de renforcement des capacités pourrait ainsi être explicitée au sein du réseau. Identifier les financements associés sera une condition première pour mettre en œuvre ces activités.

Le réseau peut également contribuer à accroître les connaissances sur les marchés céréaliers. Les thèmes prioritaires des études diffèrent selon les réponses des pays (classés ci-dessous par priorité moyenne décroissante, les pays classant le sujet en premier sont indiqués entre parenthèses):

1. Impacts et anticipation des crises (5/10 pays 1ère ou 2ème priorité; PT, TR)
2. Évolution des modes de consommation (GR, MA)
3. Infrastructures logistiques et goulots d'étranglement (ES, FR)
4. Perte et gaspillage de nourriture post-récolte
5. Connaissance des marchés de régions clés (EG, TN)
6. Optimisation du ciblage des aides et des subventions nationales pour soutenir la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables (AL, DZ, LB)

Il n'est pas surprenant que **l'enquête ait révélé des différences de systèmes des priorités entre pays**. Bien que l'enquête ait fourni des informations très pertinentes, une enquête plus approfondie est nécessaire pour clarifier les priorités et les besoins vis-à-vis de MED-Amin et imaginer ensemble des actions concrètes pour mettre en œuvre ces priorités.

L'enquête a été bénéfique pour la vie du réseau. Il a permis aux équipes nationales en relation avec le Secrétariat MED-Amin de prendre le temps de réfléchir à la valeur ajoutée du réseau et à ce qui pourrait être amélioré. **D'autres entretiens seront menés dans les mois à venir pour préciser les besoins nationaux** et aborder des problématiques stratégiques pour les pays. Les Référents stratégiques (RS) seront invités à participer à ces entretiens, en plus d'autres experts. Les points focaux seront invités à faire des recommandations dans ce sens.